ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 novembre 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif aux douanes et accises", a donné le 17 janvier 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e november 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "inzake douane en accijnzen", heeft de 17e januari 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Les articles 8 et 9 du projet, telle que leur portée a été précisée par le fonctionnaire délégué comportent une possibilité de délégation par le directeur général des douanes et accises aux fonctionnaires du service du contentieux qu'il désigne du pouvoir de prendre certaines décisions et notamment celle d'intenter une action.

Ce pouvoir trouve son fondement dans l'article 281, paragraphe 2, de la loi générale.

Cette disposition devrait donc être visée au premier alinéa du préambule.

+

EXAMEN DES ARTICLES.

CHAPITRE Ier.

Article 1er.

L'article 3, § 2, du projet, qui correspond à l'article 3, § 2, alinéa 1er, de la directive, prévoit que la prise en compte doit être effectuée au plus tard le deuxième jour suivant celui de l'autorisation d'enlever les marchandises.

.../...

On peut déduire de ce dernier texte, que la prise en compte peut être effectuée le même jour que celui où l'autorisation d'enlever la marchandise a été accordée.

Le délai prévu à l'article ler du projet paraît dès lors excéder quelque peu le délai de 30 jours prévu par l'article 299 de la loi générale et par l'article 3, § ler, de la directive. Du lundi, au cours duquel auraient eu lieu l'enlèvement de la marchandise et la prise en compte des droits, jusqu'au vendredi de la quatrième semaine qui suit, il s'écoule en effet trente-deux jours.

Article 3.

A la fin du paragraphe 2, il serait préférable d'écrire "les sommes dues" plutôt que "les sommes considérées".

Article 4.

L'article 4, § 2, du projet, tout comme la directive, permet que la prise en compte soit effectuée au plus tard le quatorzième jour suivant celui de l'enlèvement de la marchandise, au lieu du second jour.

Toutefois, la directive prévoit qu'en ce cas, le délai de payement est réduit d'un nombre de jours correspondant à celui de ce délai supplémentaire (article 3, § 2,

.../...

alinéa 2, de la directive).

L'article 4, § ler, du projet contient également pour cette éventualité un abrègement du délai; celui-ci expire le vendredi de la troisième semaine qui suit celle au cours de laquelle les sommes ont dû être prises en compte. Si cette prise en compte a eu lieu un lundi et qu'il se soit écoulé quatorze jours depuis l'enlèvement des marchandises, le délai de payement serait de 12 jours supplémentaires + 25 (du lundi au vendredi de la 3e semaine suivante) soit au total 37 jours, ce qui excède le délai prévu par la loi et par la directive.

Article 5.

Le samedi est, en principe, un jour ouvrable.

Il serait, dès lors, préférable d'écrire :

"Si le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai de paiement est prolongé jusqu'au plus prochain jour d'ouverture des bureaux".

Article 6.

Au dernier alinéa, il serait préférable d'écrire :

"Le bénéficiaire du délai doit se conformer ...".

.../...

Article 7.

Le début de l'alinéa 1er doit se lire :

"Les sommes dues à la suite des déclarations en consommation ...".

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Des chèques barrés tirés par une banque affiliée à une chambre de compensation ou sur une telle banque peuvent également être acceptés ...".

A la fin de l'alinéa 3, il serait plus correct d'écrire :

"... doit mentionner l'échéance à laquelle le paiement se rapporte".

\+

\+ \+

CHAPITRE II.

I. Ce chapitre est rédigé de telle manière qu'il donne l'impression qu'un pouvoir "de statuer" sur tous les litiges relatifs à des infractions douanières et accisiennes, c'est-à-dire un pouvoir juridictionnel, est attribué à certains fonctionnaires.

La loi générale n'accorde à l'administration que le pouvoir de transiger (article 263) et celui d'intenter et de poursuivre l'action répressive (article 281, §§ 2 et 3). L'administration n'a donc pas le pouvoir de statuer. Sa "décision" de transiger ou non ne peut être qu'une proposition de transaction que le contrevenant demeure libre d'accepter ou de refuser.

.../...

II. Suivant l'alinéa 2 de l'article 9, le pouvoir de statuer comporte notamment celui "de décider de l'abandon ou du maintien des appels interjetés par les avocats du département des Finances". Cette formulation paraît peu juridique.

Il s'agit en réalité du pouvoir de désistement éventuel et il est préférable de viser exactement ce pouvoir qui implique, bien entendu, celui de maintenir les appels interjetés ou les pourvois formés, le cas échéant, par les avocats du département.

La même observation vaut également pour le 4° de l'article 10.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 8.-

Le pouvoir de transiger sur toutes les infractions auxquelles la loi générale sur les douanes et accises est applicable ainsi que sur les infractions aux lois spéciales qui concernent la perception des accises, tel qu'il est prévu par l'article 263 de la même loi générale, ainsi que le pouvoir d'intentement et de poursuite de toute action judiciaire, prévu par l'article 281, § 2, de la même loi générale sont attribués au directeur général des douanes et accises ou au directeur régional des douanes et accises, selon les distinctions ci-après.

Article 9.-

Le directeur régional a compétence pour toute infraction quel que soit le montant des droits compromis, de l'amende ou de la confiscation encourue. Il peut laisser sans suite les constatations faites par les agents quand le caractère délictueux des agissements relevés paraît douteux. En cours

.../...

d'instance, tant au premier degré de juridiction qu'en appel, il peut former un désistement d'instance ou un désistement d'action.

Article 10.-

Le directeur régional soumet à la décision du directeur général :

1° les affaires qui soulèvent une question de principe ou une question d'interprétation d'une disposition législative ou réglementaire;

2° les recours contre les décisions qu'il a prises, sauf quand il estime devoir y faire droit en raison de circonstances révélées depuis qu'il a décidé;

3° les divergences d'opinions qui l'opposent à l'avocat de l'administration, au sujet d'une poursuite judiciaire;

4° les propositions d'introduction ou de retrait de pourvois en cassation.

Le directeur général des douanes et accises peut déléguer aux fonctionnaires du service du contentieux qu'il désigne, le pouvoir de décider dans les cas énumérés à l'alinéa 1er."

Article 12.

A la fin de cet article, il est préférable d'écrire "et autres documents de comptabilité, par application de l'article 207" au lieu de "et autres documents de comptabilité dont il est question à l'article 207".

+

+ + .../...

CHAPITRE III.

L'intitulé de ce chapitre serait mieux rédigé comme suit : "Dispositions modificatives".

I. Le paragraphe 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses auquel l'article 12 de l'arrêté ministériel en projet se réfère est très incorrectement rédigé, compte tenu du droit actuel :

- l'alinéa 2 énonce : "conformément à l'article 9, § 1er, de la loi du 13 juillet 1930, ils doivent sous peine d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, communiquer ...";

- l'alinéa 4 porte : "il est recommandé au personnel d'user avec discernement du droit que lui confère l'article 10 précité. Il lui est rappelé qu'il doit, en la matière, observer la plus grande discrétion, l'article 317 de la loi générale du 26 août 1822 lui faisant une défense formelle de communiquer à des tiers des renseignements quelconques au sujet des affaires des assujettis".

Or, les articles 9 et 10 de la loi du 13 juillet 1930 sont devenus respectivement l'article 20 et l'article 208 de la loi générale actuellement en vigueur.

L'article 317 de la loi générale de 1822 est devenu l'article 320 de la loi générale telle qu'elle a été coordonnée.

.../...

On voit que le paragraphe 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 contient des dispositions qui ne sont que le rappel de dispositions législatives ou des conseils de bonne conduite donnés aux agents des douanes et accises.

Il est proposé de remplacer ce paragraphe 91 puisque le projet s'y réfère.

II. a. Les paragraphes 31 et 210 de l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués ont été modifiés respectivement par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1970 et par l'arrêté ministériel du 9 avril 1974.

b. Le paragraphe 221, alinéa 2, contient un rappel aux agents des douanes et accises qui paraphrase inexactement le texte de l'article 320 de la loi générale.

Ce rappel n'est de surcroît pas une disposition normative et n'a pas sa place dans l'arrêté ministériel.

c. Au 6° de l'article 15, le paragraphe 224 se fonde sur l'article 5 de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, lequel article autorise le Ministre des Finances à prendre toutes mesures généralement quelconques pour assurer la surveillance et le contrôle des plantations, des magasins et des débits de tabacs, et plus généralement, de tous lieux ou locaux où des tabacs sont cultivés, déposés et emmagasinés. Mais la loi elle-même prévoit que les agents de l'administration des douanes et accises ont le droit de pénétrer sans assistance, après le lever et avant le coucher du soleil, dans tous ces lieux et locaux, ainsi que dans les locaux (greniers - y compris ceux de l'habitation privée du planteur - hangars, fenils, etc.) susceptibles de servir au dépôt des tabacs.

.../...

Cet article 5 n'a pas été modifié. Bien que l'article 7 de cette même loi déclare que la loi générale est applicable aux planteurs, négociants, fabricants, débitants et autres détenteurs de tabacs, on doit considérer que les dispositions spéciales de la loi du 31 décembre 1947 priment celles de la loi générale.

Il est de mauvaise technique législative de reproduire des textes légaux dans des textes réglementaires.

Ce paragraphe doit dès lors être omis.

En effet, ou bien il doit être reproduit dans son texte actuellement en vigueur et, dans ce cas, il fait double emploi avec la loi du 31 décembre 1947 ou bien il est modifié conformément au projet et dans ce cas, il manque de fondement légal en tant qu'il s'écarte de la loi précitée.

III. L'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 accordant des délais pour le paiement des droits d'accise a été modifié par l'arrêté ministériel du 21 décembre 1972.

IV. Le projet ne prévoit pas de modification à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 relatif aux agents en douane. Il y aurait lieu cependant d'y remplacer la référence à l'article 9, § 5, de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 par une référence à l'article 130, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises.

.../...

V. L'article 14 du projet tend à mettre à jour la référence au paragraphe 35 des dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée et celle qui est faite à l'article 2 de la loi du 30 avril 1958. La seconde de ces modifications de références ne soulève pas d'observation.

Pour la première, par contre, il apparaît que l'intention est de se référer au texte des dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée, telles qu'elles ont été modifiées par les décisions du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 21 octobre 1975,du 24 mai 1976 et du 28 décembre 1977.

Comme le Conseil d'Etat l'a signalé dans son avis L. 13.141/2/V du 10 août 1978, ces dispositions préliminaires modifiées n'auront d'effet en droit interne et ne lieront individuellement les Belges qu'en fonction d'un assentiment donné par les Chambres législatives, d'une loi ou d'un arrêté royal pris sur base de l'article 11 de la loi générale.

Il n'est dès lors par permis de modifier la référence au paragraphe 35 des dispositions préliminaires, aussi longtemps que le nouveau texte de celles-ci n'aura pas acquis force obligatoire en droit interne belge.

L'article 14 du projet n'a donc été repris dans le texte proposé ci-après qu'en tant qu'il se réfère à l'article 2 de la loi du 30 avril 1958 devenu l'article 22 de la loi générale.

+

Il est proposé de grouper les dispositions modificatives conformément au texte suivant :

.../...

"Article 13.-

Le paragraphe 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses est remplacé par la disposition suivante :

"§ 91. A toute réquisition des agents des douanes et accises ... (la suite de l'alinéa comme au texte actuel mis à jour).

Les agents à partir du grade de ... sont qualifiés pour requérir l'examen des factures et facturiers des redevables; l'examen des autres livres et documents comptables est réservé aux agents ayant au moins le grade de ...

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal".

Article 14.-

A l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 31, alinéa 3, modifié par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1970, les mots "arrêté ministériel du 15 décembre 1969 fixant les rétributions pour prestations spéciales fournies par les services des douanes et accises" sont remplacés par les mots "arrêté ministériel du 11 mars 1977 fixant les rétributions pour prestations spéciales fournies par les services des douanes ou des accises".

2° au § 63, alinéa 2, les mots "des articles 214 et 215 de la loi générale du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "des articles 237 et 238 de la loi générale sur les douanes et accises";

.../...

3° au § 210, alinéa 3, e, les mots "en application de l'article 10, 2ème alinéa, de la loi du 13 juillet 1930" sont remplacés par les mots "par l'arrêté ministériel du 11 mars 1977";

4° le § 221 est remplacé par la disposition suivante :
"§ 221. L'article 12 de l'arrêté ministériel du ... 1979 relatif aux douanes et accises est applicable à la communication prévue par l'article 207 de la loi générale".

5° au § 223, alinéa 1er, les mots "en application de l'article 10, 2ème alinéa, de la loi du 13 juillet 1930" sont remplacés par les mots "par l'arrêté ministériel du 11 mars 1977".

6° le § 224 est abrogé;

7° le § 226 est remplacé par la disposition suivante :
"§ 226 ...";

8° au § 237, les mots "les dispositions générales de la loi sur les douanes et accises du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "les dispositions de la loi générale sur les douanes et accises".

Article 15.

A l'arrêté ministériel du 18 février 1952 relatif au déchargement des marchandises importées par rivières et canaux et par mer, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 1er, alinéa 1er, les mots "des listes de chargement visées à l'arrêté royal du 18 février 1952" sont remplacés par les mots "de la liste de chargement visée aux articles 36 et 59 de la loi générale sur les douanes et accises".

.../...

2° à l'article 2, alinéa 1er, les mots "à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 février 1952" sont remplacés par les mots "aux articles 36 et 60 de la loi générale sur les douanes et accises".

Article 16.

A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les restitutions en matière de droits d'entrée et de droits d'accise à l'importation, les mots "à l'article 2 de la loi du 30 avril 1958" sont remplacés par les mots "à l'article 22 de la loi générale sur les douanes et accises".

Article 17.

A l'article 1er de l'arrêté ministériel du 27 janvier 1964 relatif au transit de marchandises par la route, les mots "l'article 15 de la loi du 6 août 1849, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1951" sont remplacés par les mots "l'article 106 de la loi générale sur les douanes et accises".

Article 18.

A l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 accordant des délais pour le paiement des droits d'accise, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 1er, alinéa 2, modifié par l'arrêté ministériel du 21 décembre 1972, les mots "que celui fixé par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 accordant des délais pour le paiement des droits d'entrée, des taxes d'effet équivalent et des droits d'accise dus sur les marchandises

.../...

importées" sont remplacés par les mots "que celui qui est fixé par l'article 2 de l'arrêté ministériel du ... 1979 sur les douanes et accises";

2° à l'article 3, les mots "article 268 de la loi générale du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "article 287 de la loi générale sur les douanes et accises".

Article 19.

A l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 relatif aux agents en douane, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 2, § 1er, d, les mots "les articles 7, § 1er, et 8, § 1er, de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise" sont remplacés par les mots "l'article 128, § 1er et l'article 129, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises";

2° à l'article 6, les mots "l'article 9 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934" sont remplacés par les mots "l'article 130 de la loi générale sur les douanes et accises";

3° à l'article 18, les mots "à l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934" sont remplacés par les mots "à l'article 130, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises";

4° à l'article 19, les mots "l'article 10 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934" sont remplacés par les mots "l'article 131 de la loi générale sur les douanes et accises".

+

+ +

CHAPITRE IV.

L'intitulé du chapitre IV serait mieux rédigé comme suit : "Dispositions abrogatoires".

Le texte suivant est proposé :

"Article 20.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 3 août 1932 concernant le régime fiscal de la bière, modifié par les arrêtés ministériels du 27 janvier 1933 et du 22 novembre 1938;

2° les articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1934 réglementant la détention, la vente, le transport, l'utilisation, etc., des appareils de distillation;

3° l'arrêté ministériel du 20 décembre 1934 relatif à l'exécution de l'arrêté royal du 22 août 1934, établissant de nouvelles mesures en vue de la répression de la fraude en matière de douane et d'accise, modifié par les arrêtés ministériels du 23 janvier 1935, 28 juillet 1967 et 19 octobre 1971;

4° l'arrêté ministériel du 15 janvier 1948 portant extension des pouvoirs du directeur général, des directeurs régionaux et des chefs locaux des douanes et accises en matière contentieuse, modifié par l'arrêté ministériel du 15 mai 1968;

5° l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 accordant des délais pour le paiement des droits d'entrée des taxes d'effet équivalent et des droits d'accise sur les marchandises importées;

6° l'arrêté ministériel du 9 novembre 1976 concernant la compétence de certains agents des douanes et accises".

AANHEF.

De artikelen 8 en 9 van het ontwerp, met de draagwijdte zoals die door de gemachtigde ambtenaar is toegelicht, houden de mogelijkheid in dat de directeur-generaal der douane en accijnzen aan de door hem aangewezen ambtenaren van de dienst geschillen de bevoegdheid opdraagt om bepaalde beslissingen te nemen, met name om een rechtsvordering in te stellen.

Rechtsgrond voor die bevoegdheid is artikel 281, § 2, van de algemene wet.

Die bepaling zou derhalve in het eerste lid van de aanhef vermeld moeten worden.

+

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

HOOFDSTUK I.

Artikel 1.

Artikel 3, § 2, van het ontwerp, dat overeenstemt met artikel 3, § 2, eerste lid, van de richtlijn, bepaalt dat de boeking moet geschieden uiterlijk de tweede dag "na die van toestemming tot wegneming van de goederen".

Uit deze tekst kan worden afgeleid dat de boeking mag geschieden de dag waarop de toestemming tot wegneming van de goederen gegeven is.

De in artikel 1 van het ontwerp bepaalde termijn blijkt derhalve iets langer te zijn dan de in artikel 299 van de alge-

.../...

mene wet en in artikel 3, § 1, van de richtlijn bepaalde termijn van dertig dagen. Van de maandag waarop de goederen weggenomen en de rechten geboekt zouden zijn tot de vrijdag van de vierde daaropvolgende week verstrijken immers tweeëndertig dagen.

Artikel 3.

Aan het slot van § 2 leze men "de verschuldigde bedragen" in plaats van "de betrokken bedragen".

Artikel 4.

Zoals de richtlijn staat artikel 4, § 2, van het ontwerp toe dat de boeking geschiedt uiterlijk de veertiende, in plaats van de tweede, dag na de dag waarop de goederen zijn weggenomen.

De richtlijn bepaalt echter dat de betalingstermijn in dat geval verminderd wordt met een aantal dagen dat gelijk is aan dat van de extra termijn (artikel 3, § 2, tweede lid, van de richtlijn).

Artikel 4, § 1, van het ontwerp voorziet ook in een termijnverkorting voor dat geval; de termijn verstrijkt dan de vrijdag van de derde week die volgt op de week waarin de verschuldigde bedragen moeten worden geboekt. Is die boeking geschied op een maandag en zijn veertien dagen verstreken sedert het wegnemen van de goederen, dan zou de betaling 12 extra dagen + 25 (van maandag tot vrijdag van de derde daaropvolgende week), in totaal 37 dagen mogen worden uitgesteld, wat meer is dan wet en richtlijn bepalen.

.../...

Artikel 5.

De zaterdag is in beginsel een werkdag.

Het verdient derhalve aanbeveling de tekst als volgt te redigeren :

"Indien de vervaldag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de betalingstermijn verlengd tot de eerstvolgende dag dat de kantoren open zijn".

Artikel 6.

In de Franse tekst van het laatste lid kan beter worden gelezen :

"Le bénéficiaire du délai doit se conformer ...".

Artikel 7.

Het begin van het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"De sommen verschuldigd ingevolge de aangiften ten verbruik die bij het douanekantoor worden gedaan door ...".

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Gekruiste checks die door een bij een verrekenkamer aangesloten bank of op een zodanige bank getrokken zijn, mogen eveneens als betaalmiddel worden aanvaard, voor zover de instructies van de ontvanger der douane worden nageleefd".

.../...

Aan het slot van het derde lid kan juister worden gelezen : "... moet de vervaldag worden vermeld waarop de betaling betrekking heeft".

\+

\+ +

HOOFDSTUK II.

I. Door zijn redactie wekt dit hoofdstuk de indruk dat aan bepaalde ambtenaren een bevoegdheid "om te beslissen over" alle geschillen betreffende overtredingen inzake douane en accijnzen, met andere woorden rechtsprekende bevoegdheid, wordt verleend.

De algemene wet verleent aan de administratie alleen de bevoegdheid om te transigeren (artikel 263) en om de strafvordering in te stellen en te vervolgen (artikel 281, §§ 2 en 3). De administratie is dus niet bevoegd om te "beslissen". Haar "beslissing" om al dan niet te transigeren kan slechts een voorstel van transactie zijn dat de overtreder vrij kan aanvaarden of afwijzen.

II. Volgens het tweede lid van artikel 9 sluit de bevoegdheid om te beslissen onder meer de bevoegdheid in "om over afstand of behoud van het door de advocaten van het departement van Financiën ingesteld beroep te beslissen". Dit lijkt een weinig juridische formulering.

In feite gaat het om de bevoegdheid om eventueel afstand te doen van het geding; het is dan ook verkieslijk dat op een juiste wijze melding wordt gemaakt van die bevoegdheid,

.../...

die wel te verstaan ook de bevoegdheid impliceert om de eventueel door de advocaten van het departement ingestelde beroepen en voorzieningen te handhaven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, 4°.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 8.-

De bevoegdheid, zoals die bepaald is in artikel 263 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, om dadingen aan te gaan over alle misdrijven waarop die algemene wet van toepassing is, en over overtreding van de bijzondere wetten betreffende de heffing van de accijnzen, en de in artikel 281, § 2, van dezelfde algemene wet bepaalde bevoegdheid om iedere rechtsvordering in te stellen en te vervolgen, worden aan de directeur-generaal der douane en accijnzen of aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen verleend volgens het hiernagemaakte onderscheid.

Artikel 9.-

De gewestelijke directeur is bevoegd ten aanzien van iedere overtreding, ongeacht het beloop van de op het spel staande rechten, van de geldboete of van de opgelopen verbeurdverklaring. Hij kan de bevindingen van de ambtenaren zonder gevolg laten wanneer er twijfel bestaat of de feiten strafbaar zijn. In de loop van het geding, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, kan hij afstand doen van het geding of van de vordering.

.../...

Artikel 10.

De gewestelijke directeur legt aan de directeur-generaal ter beslissing voor :

1° de zaken waarbij een beginselvraag of een vraag in verband met de uitlegging van een wets- of verordeningsbepaling rijst;

2° het beroep tegen door hem genomen beslissingen, tenzij wanneer hij meent dat beroep te moeten inwilligen wegens omstandigheden die sedert zijn beslissing gebleken zijn;

3° de meningsverschillen die hij met de advocaat van de administratie over een rechtsvervolging heeft;

4° de voorstellen tot het instellen of intrekken van cassatieberoep.

De directeur-generaal der douane en accijnzen kan aan de ambtenaren van de dienst geschillen die hij aanwijst de bevoegdheid opdragen om in de in het eerste lid genoemde gevallen te beslissen".

Artikel 12.

Aan het slot van dit artikel vervange men de woorden "en andere comptabiliteitsstukken waarvan sprake in artikel 207" door "en andere comptabiliteitsstukken, overeenkomstig artikel 207".

+

\+ +

.../...

HOOFDSTUK III.

Het opschrift van dit hoofdstuk zou beter als volgt luiden : "Wijzigingsbepalingen".

I. Paragraaf 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934 betreffende het fiscaal regime van alcohol en geestrijke dranken, waarnaar artikel 12 van het ontworpen ministerieel besluit verwijst, is, gelet op het huidige recht, zeer gebrekkig geredigeerd :

- het tweede lid luidt : "... moeten zij, overeenkomstig artikel 9, § 1, der wet van 13 juli 1930, op straf ener boete van 1.000 tot 10.000 frank ... voorleggen";

- het vierde lid bepaalt : "Aan het personeel wordt aangeraden oordeelkundig gebruik te maken van het recht dat bij voornoemd artikel 10 verleend is. Tevens wordt er aan herinnerd dat ter zake stipte geheimhouding geboden is want bij artikel 317 der algemene wet van 26 augustus 1822 is nadrukkelijk verboden enigerlei inlichting nopens de aangelegenheden van accijnsplichtigen aan derden mede te delen".

Nu is het zo, dat de artikelen 9 en 10 van de wet van 13 juli 1930 onderscheidenlijk de artikelen 207 en 208 van de thans geldende algemene wet geworden zijn.

Artikel 317 van de algemene wet van 1822 is artikel 320 geworden in de algemene wet zoals die gecoördineerd is.

Het is dus duidelijk dat paragraaf 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934 bepalingen bevat die slechts een herhaling zijn van wetsbepalingen of van aan de ambtenaren der douane en accijnzen verstrekte gedragsregels.

.../...

Voorgesteld wordt die paragraaf 91 te vervangen, aangezien het ontwerp ernaar verwijst.

II. a. De paragrafen 31 en 210 van het ministerieel besluit van 22 januari 1948 waarbij de accijnsheffing op gefabriceerde tabak wordt geregeld, zijn onderscheidenlijk gewijzigd bij het ministerieel besluit van 18 december 1970 en bij het ministerieel besluit van 9 april 1974.

b. Paragraaf 221, tweede lid, bevat een herinneringsbepaling ten behoeve van de ambtenaren der douane en accijnzen, die de tekst van artikel 320 van de algemene wet op onjuiste wijze parafraseert.

Het betreft hier bovendien een bepaling die geen normatieve regel stelt en in het ministerieel besluit niet thuishoort.

c. In de tekst onder 6° van artikel 15, steunt paragraaf 224 op artikel 5 van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, hetwelk bepaalt dat de Minister van Financiën gemachtigd is tot het treffen van "alle om 't even welke maatregelen om de bewaking en de controle te verzekeren van de beplantingen, fabrieken, magazijnen en slijterijen van tabak en, meer algemeen, van alle plaatsen of lokalen waar tabak geteeld, neergelegd of opgeslagen wordt". Maar volgens de wet zelf "hebben de agenten van het bestuur der douane en accijnzen, na zonsop- en vóór zonsondergang, recht van toegang, zonder bijstand, tot al die plaatsen of lokalen, alsmede tot de lokalen (zolders - met ingegrip van deze van de privaatwoning van de planter - afdaken, hooizolders, enz.) welke tot opslaan van tabak kunnen dienen".

.../...

Dat artikel 5 is niet gewijzigd. Ofschoon artikel 7 van diezelfde wet verklaart dat de algemene wet van toepassing is "op al wie tabak plant, verhandelt, verwerkt, slijt of in bezit heeft", moet ervan uitgegaan worden dat de bijzondere bepalingen van de wet van 31 december 1947 de voorrang hebben boven die van de algemene wet.

Wetteksten overnemen in verordeningsteksten is geen goede wetgevingstechniek.

Deze paragraaf moet derhalve vervallen.

Ofwel immers moet ze met haar thans geldende tekst worden overgenomen, en in dat geval dupleert ze met de wet van 31 december 1947, ofwel wordt ze overeenkomstig het ontwerp gewijzigd, en in dat geval heeft ze geen rechtsgrond in zover ze van de genoemde wet afwijkt.

III. Het ministerieel besluit van 21 september 1964 waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van de accijnzen is gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 december 1972.

IV. Het ontwerp brengt geen wijziging aan in artikel 18 van het ministerieel besluit van 19 oktober 1971 betreffende de douane-expediteurs. Toch zou daarin de verwijzing naar artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 moeten worden vervangen door een verwijzing naar artikel 130, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

+

.../...

V. Artikel 14 van het ontwerp strekt tot bijwerking van de verwijzing naar paragraaf 35 van de inleidende bepalingen van het tarief van invoerrechten en van de verwijzing naar artikel 2 van de wet van 30 april 1958. Tegen de tweede van deze wijzigingen van verwijzingen is geen bezwaar.

Wat de eerste betreft lijkt het in de bedoeling te liggen te verwijzen naar de tekst van de inleidende bepalingen van het tarief van invoerrechten, zoals deze gewijzigd zijn bij de beschikkingen van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 21 oktober 1975, 24 mei 1976 en 28 december 1977.

Zoals de Raad van State opgemerkt heeft in zijn advies L. 13.141/2/V van 10 augustus 1978, zullen die gewijzigde inleidende bepalingen in het interne recht slechts gevolgen hebben en zullen zij de Belgen individueel slechts verbinden op grond van een door de Wetgevende Kamers gegeven instemming, een wet of een op de grondslag van artikel 11 van de algemene wet vastgesteld koninklijk besluit.

De verwijzing naar paragraaf 35 van de inleidende bepalingen mag derhalve niet worden gewijzigd zolang de nieuwe tekst van die bepalingen in het Belgisch interne recht geen bindende kracht heeft gekregen.

Artikel 14 is dan ook in de tekst die hierna wordt voorgesteld slechts overgenomen in zover het verwijst naar artikel 2 van de wet van 30 april 1958, dat artikel 22 van de algemene wet geworden is.

+

.../...

Voorgesteld wordt de wijzigingsbepalingen overeenkomstig de volgende tekst te groeperen :

"Artikel 13.

Paragraaf 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934 betreffende het fiscaal regime van alcohol en geestrijke dranken wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 91. Op elk verzoek van de ambtenaren der douane en accijnzen ... (het vervolg van het lid zoals in de bijgewerkte huidige tekst).

De ambtenaren vanaf de graad van ... zijn bevoegd om het overleggen van de facturen en factuurboeken van de accijnsplichtigen te vorderen; alleen ambtenaren met ten minste de graad van ... mogen de andere boeken en comptabiliteitsstukken inzien.

Iedere weigering om inzage te verlenen wordt in een proces-verbaal vastgesteld.

Artikel 14.

In het ministerieel besluit van 22 januari 1948 waarbij de accijnsheffing op gefabriceerde tabak wordt geregeld, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 31, derde lid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 18 december 1970, worden de woorden "ministerieel besluit van 15 december 1969 tot vaststelling van de retributies voor bijzondere prestaties van de diensten der douane en accijnzen" vervangen door de woorden "ministerieel besluit van 11 maart 1977 tot vaststelling van de retributie voor bijzondere prestaties van de diensten der douane of der accijnzen";

.../...

2° in § 63, tweede lid, worden de woorden "artikelen 214 en 215 van de algemene wet van 26 augustus 1822" vervangen door de woorden "de artikelen 237 en 238 van de algemene wet inzake douane en accijnzen";

3° in § 210, derde lid, e, worden de woorden "bij toepassing van artikel 10, 2e lid, van de wet van 13 juli 1930" vervangen door de woorden "bij het ministerieel besluit van 11 maart 1977";

4° § 221 wordt door de volgende bepaling vervangen :
"§ 221. Artikel 12 van het ministerieel besluit van ... 1979 inzake douane en accijnzen is van toepassing op de overlegging bedoeld in artikel 207 van de algemene wet";

5° in § 223, eerste lid, worden de woorden "bij toepassing van artikel 10, 2e lid, van de wet van 13 juli 1930" vervangen door de woorden "bij het ministerieel besluit van 11 maart 1977";

6° § 224 wordt opgeheven;

7° § 226 wordt door de volgende bepaling vervangen :
"§ 226 ...";

8° in § 237 worden de woorden "de algemene bepalingen van de wet van 26 augustus 1822 inzake douane en accijnzen" vervangen door de woorden "de bepalingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen";

.../...

Artikel 15.

In het ministerieel besluit van 18 februari 1952 betreffende de lossing van goederen ingevoerd langs rivieren en kanalen en uit zee worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, eerste lid, worden de woorden "de in het koninklijk besluit van 18 februari 1952 bedoelde vrachtlijsten" vervangen door de woorden "de in de artikelen 36 en 59 van de algemene wet inzake douane en accijnzen bedoelde vrachtlijst";

2° in artikel 2, eerste lid, worden de woorden "artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 februari 1952" vervangen door de woorden "de artikelen 36 en 60 van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

Artikel 16.

In artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 februari 1960 tot regeling van de teruggaven inzake invoerrecht en accijns bij invoer worden de woorden "in artikel 2 van de wet van 30 april 1958" vervangen door de woorden "in artikel 22 van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

Artikel 17.

In artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 januari 1964 betreffende de doorvoer van goederen langs de weg worden de woorden "artikel 15 van de wet van 6 augustus 1849, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 maart 1951" vervangen door de woorden "artikel 106 van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

.../...

Artikel 18.

In het ministerieel besluit van 21 september 1964 waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van de accijnzen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, tweede lid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 december 1972, worden de woorden "dan is vastgesteld bij artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 december 1971 waarbij uitstel wordt verleend woor de betaling van het invoerrecht, de heffingen van gelijke werking en de accijns op ingevoerde goederen" vervangen door de woorden "dan is vastgesteld bij artikel 2 van het ministerieel besluit van ... 1979 inzake douane en accijnzen";

2° in artikel 3 worden de woorden "artikel 268 van de algemene wet van 26 augustus 1822" vervangen door de woorden "artikel 287 van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

Artikel 19.

In het ministerieel besluit van 19 oktober 1971 betreffende de douane-expediteurs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2, § 1, d, worden de woorden "de artikelen 7, § 1, en 8, § 1, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1934 tot vaststelling van nieuwe maatregelen om sluikerij op het stuk van douane en accijnzen te beteugelen" vervangen door de woorden "artikel 128, § 1, en artikel 129, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen";

.../...

2° in artikel 6 worden de woorden "artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934" vervangen door de woorden "artikel 130 van de algemene wet inzake douane en accijnzen";

3° in artikel 18 worden de woorden "in artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934" vervangen door de woorden "in artikel 130, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen";

4° in artikel 19 worden de woorden "artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934" vervangen door de woorden "artikel 131 van de algemene wet inzake douane en accijnzen".

+

\+ +

HOOFDSTUK IV.

Het opschrift van hoofdstuk IV zou beter als volgt luiden : "Opheffingsbepalingen".

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 20.

Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 3 augustus 1932 betreffende het fiscaal regime van bier, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 januari 1933 en 22 november 1938;

.../...

2° de artikelen 4 en 5 van het ministerieel besluit van 30 april 1934 tot regeling van bezit, verkoop, vervoer, gebruik, enz. van stooktoestellen;

3° het ministerieel besluit van 20 december 1934 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 22 augustus 1934, vestigende nieuwe maatregelen tot beteugeling van de smokkel op het stuk van douane en accijnzen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 januari 1935, 28 juli 1967 en 19 oktober 1971;

4° het ministerieel besluit van 15 januari 1948 houdende uitbreiding van de bevoegdheden van de directeur-generaal, van de gewestelijke directeurs en van de plaatselijke hoofden der douane en accijnzen inzake afhandeling van geschillen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 mei 1968;

5° het ministerieel besluit van 22 december 1971 waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van het invoerrecht, de heffingen van gelijke werking en de accijns op ingevoerde goederen;

6° het ministerieel besluit van 9 november 1976 betreffende de bevoegdheid van sommige ambtenaren der douane en accijnzen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

Me. H. BOCKEN, avocat au barreau de Bruxelles, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

Mr. H. BOCKEN, advocaat aan de balie van Brussel, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.